

CONVENTION DE PARTENARIAT NON-EXCLUSIF

ENTRE

L'université Lyon 2 et plus particulièrement sa composante la Faculté de droit Julie-Victoire-Daubié,
sise 4 bis rue de l'Université – 69007 LYON,
représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

Ci-après « L'Université Lyon 2 »

ET

L'Institut de protection de la mode,
sis SO Square Opéra5, rue Boudreau75009 Paris
représenté par sa Présidente, Madame Viviane AZARD;

Ci-après « L'Institut »

Ci-après « les Parties »

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le Master 2 Droit de la propriété intellectuelle (Master 2 Droit de la PI) de la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié de l'Université Lyon 2 offre l'opportunité à ses étudiant.es de l'Université Lyon 2 de mener des projets professionnalisants en lien avec le droit, et de parfaire leur formation par une approche pratique du droit.

Pour ce faire, la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié propose aux étudiant.es du Master 2 Droit de la PI de traiter, sous la forme d'informations juridiques, les cas dont elle est saisie par les requérant.es qui la contactent et ce, de manière totalement gratuite.

Compte tenu des connaissances juridiques dont disposent les étudiant.es du Master 2 Droit de la PI, la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié a proposé à l'Institut de lui apporter une assistance en exposant à ses adhérent.es un éventail de voies juridiques adaptées à leurs problématiques.

Dans le but d'encadrer leurs relations, les Parties ont décidé de rédiger la présente convention.

Article 1 - OBJET

La présente convention a pour but de définir les modalités de collaboration entre le Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 et l'Institut dans le cadre d'activités bénévoles ou *pro bono*.

Ces activités concernent celles mises en place conjointement par les Parties.

Article 2 - NATURE DU CONTRAT

De convention expresse, la présente convention constitue un contrat de partenariat.

Rien dans cet accord ne devra être interprété comme créant ou manifestant l'intention de créer une association, une société de fait, créée de fait ou en participation, ou une relation d'employeur à employé entre les parties qui agissent en contractants indépendants.

Article 3 - DURÉE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature pour une durée de 12 mois.

À l'expiration de cette période de 12 mois, la convention sera renouvelée par tacite reconduction jusqu'à la fin du contrat quinquennal 2022-2027. Elle devra faire l'objet, le cas échéant, d'un avenant de prorogation précisant notamment la durée et les éventuelles nouvelles modalités de collaboration.

Article 4 - RÉMUNÉRATION

L'exécution de la présente convention ne saurait faire l'objet d'une quelconque rémunération, sous quelque forme que ce soit, au bénéfice de l'une ou l'autre des Parties.

Article 5 - MODALITÉS DE COLLABORATION

5.1.

Le responsable du Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 assure le relais entre l'Institut et les étudiant.es de la formation.

Les rencontres entre les adhérent.es de l'Institut et les étudiant.es du Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 prendront la forme d'entretiens à distance (par voie électronique et téléphonique) ou de rencontres physiques lorsque cela est possible.

L'avocat ne s'engage pas à rencontrer le demandeur d'accompagnement juridique, cette possibilité étant laissée à sa discrétion.

L'Institut s'engage à proposer auprès des avocat.es volontaires la possibilité d'assister aux entretiens afin de compléter et de vérifier les propositions juridiques des étudiant.es du Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2.

La vérification d'un cas peut se faire à distance (par voie électronique et téléphonique).

Le Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 pourra ponctuellement proposer à l'Institut des démarches de réflexions sur des problématiques juridiques.

5.2.

Il est laissé la possibilité à un avocat volontaire d'intervenir au fur et à mesure du traitement d'un cas déterminé, ce qui implique un engagement plus important que l'unique vérification d'un cas d'accompagnement juridique.

Les stagiaires volontaires de l'Institut ont la possibilité d'intégrer une équipe d'étudiant.es du Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 dans le cadre d'un entretien ayant pour but de répondre aux questions de leurs adhérents.

L'Institut est susceptible de confier au Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 des cas ou projets issus de son activité interne de *pro bono*.

Le Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 ne pourra être tenu responsable, pour quelque raison que ce soit, en cas d'absence de réponse de ses étudiant.es à une problématique.

L'Institut laisse la possibilité à l'équipe constituée de travailler au sein de ses locaux, en collaboration avec ses équipes, sous réserve d'en avoir convenu préalablement pour chaque cas ou projet.

5.3.

Le Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 n'est pas tenu de respecter une durée périodique concernant la fréquence de propositions de vérification de cas.

Les délais de traitement, une fois la proposition de vérification acceptée, seront à déterminer avec l'avocat.e en fonction du cas considéré et ne saurait excéder une période de 15 jours ouvrés.

Article 6 - ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE RÉFLEXION SUR LE THÈME DE L'ACCES AU DROIT ET DE LA PROFESSIONNALISATION DES ÉTUDIANT.ES

Les Parties sont susceptibles de collaborer dans la mise en place de projets de réflexion sur des thématiques juridiques, notamment par l'organisation de colloques/conférences ou de formations sur des sujets déterminés.

La proposition en ce sens de l'une des Parties n'engage l'autre que sous réserve de son consentement. Les modalités d'organisation sont à déterminer pour chaque projet.

En outre, le Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 pourra faire appel à l'Institut afin de participer à des contenus audiovisuels destinés à la formation des étudiant.es sur le thème de la rédaction d'actes juridiques ou tout autre thème relatif aux missions d'accès au droit et de professionnalisation des étudiant.es.

Le cas échéant, l'Institut autorise le Master 2 Droit de la PI de l'Université Lyon 2 ainsi que la Faculté Julie-Victoire Daubié à publier les contenus audiovisuels sur ces divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn...) et sur son site internet.

En outre, l'Institut renonce à recevoir toute rémunération, sous quelque forme que ce soit, quant à la participation à ces contenus audiovisuels.

Enfin, l'Institut sera en droit de refuser de participer à ces contenus.

Article 7 - PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

Les Parties s'engagent à communiquer sur la conclusion de ce partenariat, notamment sur leurs sites internet respectifs et via leurs comptes sur des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn...).

Les communications communes des deux parties peuvent être accompagnées de supports de communication particuliers, devant, le cas échéant, respecter une charte graphique similaire voire identique.

Les Parties pourront faire apparaître sur leurs sites internet (en fonction de leurs architectures respectives) une brève présentation du cocontractant avec son logo, par défaut dans la rubrique destinée aux partenaires.

Les Parties s'engagent à favoriser le partage de leurs publications respectives, en particulier concernant leurs activités de *pro bono*.

Article 8 - RÉSILIATION

En cas de manquement de l'une ou l'autre des Parties à l'une des quelconques obligations mises à sa charge dans le cadre du contrat de partenariat, l'autre partie pourra lui signaler ce manquement par voie électronique.

Si à l'issue d'un délai de 30 jours ouvrés, le manquement n'a pas été réparé, l'autre Partie pourra de plein droit résilier le contrat de partenariat, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 9 - MODIFICATION

Toute modification du présent contrat fera l'objet d'un avenant signé entre les deux Parties.

L'avenant précisera, si besoin est, le délai et les conditions de mise en œuvre des modifications apportées aux présentes.

Article 10 - SUIVI DU PARTENARIAT

Pour la bonne exécution du contrat, les Parties en effectueront un suivi.

À ce titre, elles devront désigner chacune un.e correspondant.e qui devra représenter la Partie qui l'a désigné et prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne exécution du contrat de partenariat.

Article 11 - CONFIDENTIALITÉ

Chaque partie s'interdit de communiquer ou de divulguer les informations échangées entre elles à tous tiers sans accord exprès, préalable et écrit de l'autre partie.

En outre, chacune des parties reconnaît que les techniques, méthodes et autres procédés et/ou services propres aux personnes pour le compte desquelles elles interviennent, objet du présent contrat, sont strictement confidentiels.

Chacune des parties s'interdit en conséquence de les divulguer à tout tiers ou de les utiliser à toute autre fin que l'exécution du contrat.

Article 12 - PROPRIÉTÉ ET USAGE DE LOGO

Les marques, logos et tous autres signes distinctifs appartenant à chacune des parties ou aux personnes pour le compte desquelles elles interviennent, ne peuvent être reproduits et représentés par l'une des Parties que dans le cadre strict de la présente convention.

Toute autre utilisation est interdite, le présent contrat ne conférant aucun droit sur les signes distinctifs de chacune des parties ou des entités les ayant dûment mandatées aux fins de la présente convention, à l'autre Partie.

Article 13 - GARANTIE D'ÉVICTION

Chaque Partie garantit l'autre Partie contre toutes réclamations relatives aux marques, logos et tous signes distinctifs, émanant de tout tiers invoquant la violation d'un droit quelconque, et notamment contre toute action en contrefaçon et/ou en concurrence déloyal et/ou parasitaire intentée par tout tiers et supporteront tous les frais et dommages et intérêts afférents.

Article 14 - NOTIFICATION

Toute notification devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception aux adresses suivantes :

Pour la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié :

Université Lyon 2 - Faculté de droit Julie-Victoire Daubié, Bâtiment Clio, Bureau C105, 4 bis rue de l'Université, 69007 Lyon

Pour l'Institut :

IP Mode, SO Square Opéra, 5, rue Boudreau, 75009 Paris

Article 15 - INTÉGRALITÉ DE LA CONVENTION

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des Parties et se substitue de plein droit à l'ensemble des accords écrits ou verbaux antérieurs à la présente convention. Aucune indication, aucun document, ne pourra engendrer d'obligations au titre de la convention, s'il n'a pas préalablement fait l'objet d'un avenant signé par les Parties.

Article 16 - CLAUSES GÉNÉRALES

15.1. Nullité partielle

Si l'une des stipulations du contrat était tenue, rendue ou déclarée nulle ou non valide en raison d'une loi, d'une réglementation ou d'une décision d'une juridiction compétente, les Parties s'efforceraient de bonne

foi de la remplacer par une stipulation équivalente valable permettant d'atteindre, dans la mesure du possible, le but visé par la clause d'origine.

En tout état de cause, les autres stipulations de la convention demeureront en vigueur et garderont toute leur force et leur portée.

15.2 Absence de renonciation

Le fait pour l'une des Parties de ne pas exiger à un moment quelconque l'exécution stricte par l'autre Partie d'une stipulation de la Convention ne sera en aucun cas réputé constituer une renonciation définitive par elle à l'exercice de ce droit.

Article 16 - DROIT APPLICABLE, LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La présente Convention est régie, tant dans sa constitution que dans son interprétation, son exécution ou sa résiliation, par le droit français.

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur la constitution, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon

Fait à Paris en double exemplaire,

Le

La Présidente de l'Université Lyon 2

La Présidente de l'Institut

Nathalie DOMPNIER

Viviane AZARD